

sion spéciale et à approuver ses conclusions. Au nom du Canada, M. Lionel Chevrier a appuyé cette résolution, en faisant valoir que le manque de collaboration de la part de la Yougoslavie, de la Bulgarie et de l'Albanie révélait plutôt une conscience inquiète, pour ne pas employer un terme plus énergique, qu'un esprit imbu des principes énoncés au préambule de la Charte des Nations Unies. M. Chevrier a affirmé que ces trois États s'évertuaient à maintenir la situation internationale aussi tendue que possible, probablement dans l'espoir de pêcher en eau trouble.

Les délégués du bloc soviétique ont attaqué le rapport de la Commission spéciale. M. Vychinsky (URSS) a cherché à discréditer les preuves apportées dans ce document en les qualifiant d'« ordures ». En termes violents, il a accusé l'impérialisme du Royaume-Uni et des États-Unis d'avoir provoqué les troubles de Grèce. Le représentant de la Bulgarie a soutenu que l'aide de son pays se limitait à l'assistance donnée par la Croix-rouge aux « patriotes » désireux d'échapper au régime tyrannique de Grèce. M. Katz-Suchy (Pologne) a accusé les États-Unis d'établir des bases militaires en Espagne. « Les États-Unis, a-t-il ajouté, sont en train d'édifier un empire qui s'étend bien au delà de leurs frontières. » M. Bebler (Yougoslavie) a terminé son discours, le 5 novembre, en exigeant la dissolution de la Commission spéciale et le rejet de ses conclusions.

M. John Foster Dulles (États-Unis) a qualifié de « faussetés haineuses » les accusations soviétiques qui prêtent aux États-Unis des projets d'agression. Il a déclaré que le territoire national des États-Unis ne s'était pas agrandi malgré deux guerres victorieuses. Après la première Grande Guerre, les États-Unis n'ont pris ni territoires ni réparations. Après la seconde, ils ont retiré d'Europe 97 p. 100 de leurs

troupes et de leur matériel. Ils n'ont aujourd'hui que 500 hommes en Grèce. « Nos actes, a-t-il ajouté, ne sont pas ceux d'une nation qui aspire à dominer le monde. »

M. Dulles a admis que les États-Unis avaient cessé de désarmer, mais seulement parce que le monde était de nouveau en proie à la crainte. « L'Organisation internationale, a-t-il dit, ne peut à elle seule dissiper cette crainte, car le Conseil de sécurité est paralysé par le veto et par l'absence de force militaire. Tant que la situation restera ce qu'elle est, les États-Unis entendent demeurer forts. Nous n'avons pas à nous justifier, car notre force n'est pas pour nous seuls. Notre dessein est d'unir et d'affermir les forces de la liberté de telle sorte qu'elles n'aient aucun sujet de crainte. »

M. Vychinsky (URSS) a répliqué que la Grèce se préparait à lancer des gaz asphyxiants contre les franc-tireurs au su des États-Unis et de l'Angleterre. « Qui vous menace? » a demandé M. Vychinsky, relevant les paroles de M. Dulles au sujet des nouvelles appréhensions qui étreignaient le monde.

Obstruction soviétique

M. Vychinsky a souligné que l'Union soviétique ne menaçait personne, que c'étaient les États-Unis qui constituaient une menace, avec leurs 228 bases au pourtour de l'Atlantique. Est-ce que les États-Unis aménageraient toutes ces bases s'ils n'avaient pas de dominer le monde? Ce ne sont pas là de simples décorations de Noël, a dit M. Vychinsky.

Pendant les deux jours suivants, les membres du bloc soviétique ont demandé si souvent le vote par appel nominal que M. Dulles a protesté contre ce qu'il a qualifié d'« obstruction par la minorité ». « Si cela continue, a-t-il déclaré, l'Assemblée générale se trouvera peut-être encore

plus par
sécurité r

Par 42
la Comm
temps de

Après c
plus de d
a adopté
résolution
Uni, les
Chine. F
rées par
par les q
la Youg
l'Ukraine
slovaquie

La Co
une moti
les troupe
tement re
voté avec
de la mo
abstenues

Les dé
se sont t
voix cont
maise co
spéciale
Balkans.

Texte de

Suit l
 REGARD
Royaume
la Franc
10 novem
des ques
blée des

l'Assem

1° Ay
rapports
établie p
2° Ay
de la Co
culier
d'après
précitée
partisan
aide et
échelle,
Yougos